

Tribune libre

Makaya, homme invisible, pour qui voterai-tu ?

Flavien ENONGOUÉ *

Libreville/Gabon

A la lecture du titre de cette tribune, d'aucuns auront sans doute reconnu un emprunt légèrement tronqué au titre du célèbre et imposant roman (600 pages) de l'écrivain noir américain Ralph Ellison, traduit en français sous le titre «*Homme invisible, pour qui chantes-tu ?*» ; et qui fut primé en 1953 (National Book Award), aussitôt après sa parution l'année précédente (1952).

Je ne m'y réfère pas ici pour dénoncer, comme lui, à son époque, l'invisibilité dans la société gabonaise d'une quelconque de ses composantes, mais simplement pour m'interroger, à haute voix, sur le choix électoral éventuel de ceux qui, anonymes dans notre pays, n'associent jamais leur voix et ne se mêlent guère aux minorités bavardes, toujours prompts à s'attribuer exclusivement et très souvent arbitrairement le droit absolu de parler et d'agir, sans mandat, au nom du peuple.

L'homme invisible ici, c'est ce citoyen gabonais lambda classé depuis très longtemps sous l'appellation de Makaya : lui dont la préoccupation fondamentale est d'aller à l'usine, au bureau, cultiver son champs et faire sa chasse ou du commerce, élever ses enfants, bref mener tranquillement sa vie, et aller aux urnes le moment venu. Pour qui votera-t-il en 2016, en particulier lors de la prochaine élection présidentielle, et qu'est-ce qui motivera le plus son choix ? «*Est-ce le programme, la personnalité, l'appartenance politique ? [Votera-t-il] par fidélité, par analyse, par identité, par affinité ? Quelle part [aura] la raison, l'émotion, la protestation, le soupçon, la détestation ?*».

Cette série de questions, que je dois au philosophe Pierre Henri Tavoillot (Qui doit gouverner ?), pose un problème fondamental, celui de la détermination des facteurs les plus prédictifs du vote de Makaya. Avant de l'examiner (2), il importe de procéder à une description préalable du paysage de précampagne, en présentant les acteurs en compétition contre le candidat sortant, Ali Bongo Ondimba, leurs stratégies respectives de conquête du pouvoir et les discours qui les sous-tendent.

I- Paysage de précampagne : acteurs, stratégies et discours

On ne m'en voudra pas de passer plus ou moins sous silence certains cas parmi tous ceux qui ont déjà fait acte de candidature ou ont projeté le faire. La réalisation de l'hypothèse d'un «*irresponsable foisonnement*», que j'annonçais déjà il y a trois mois dans ces colonnes (L'Union des 18 et 19 décembre 2015), m'oblige, dans le cadre limité d'une tribune, à faire peu de cas de ceux dont la présence dans l'arène n'a d'autre signification que le témoignage de la vitalité du pluralisme politique dans notre pays.

Ainsi en est-il, au stade actuel, de l'activisme des anciens Premier Ministre Jean François Ntoutoume Emame et Raymond Ndong Sima, des anciens Ministres Frédéric Massavala Maboumba et Hugues Alexandre Barro Chambrier (chef de file des héritiers sans testament du PDG), du Président de l'une des factions de l'Union du peuple gabonais (UPG), Jean-Dieu Moukagni-Iwangou, du Président du Parti socialiste gabonais (PSG), Moussavou-King, figure traditionnelle de l'opposition, déjà candidat à l'élection présidentielle de 2005, d'un acteur de la société civile, Dieudonné Minlama Mintogo, Président de l'Observatoire national de la démocratie, et l'homme de Dieu Mike Jocktane, ancien collaborateur d'Omar Bongo Ondimba, membre de l'Union nationale (UN).

L'essentiel du propos sera donc ici consacré aux prétendants au trône dont les stratégies et discours rencontrent un certain écho dans une partie relativement importante de l'opinion publique.

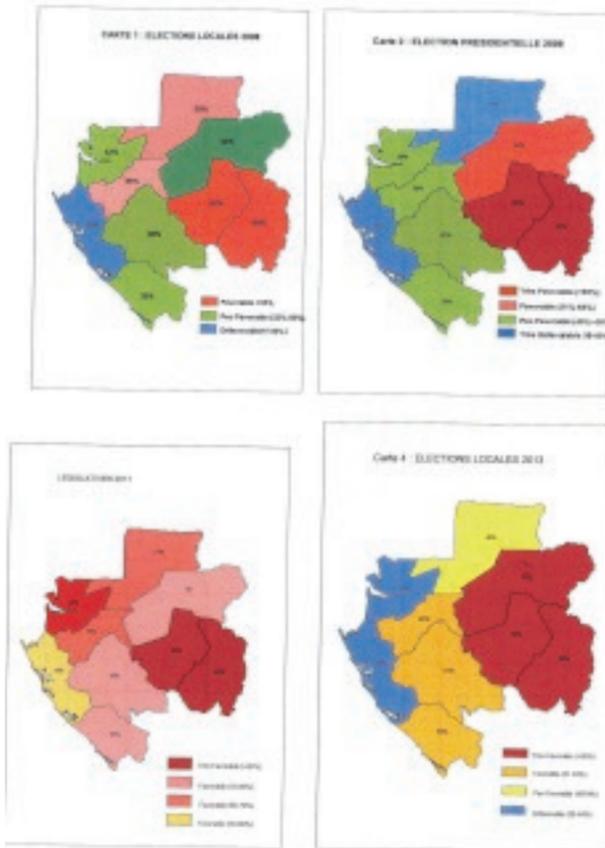
C'est le cas, dans le désordre, du probable candidat de l'UN, l'ancien Premier Ministre Casimir Oye Mba, du Maire de Mouila et Président du Parti Social-Démocrate (PSD), Pierre Claver Maganga Moussavou, et de l'ancien Ministre et ancien Président de la Commission de l'Union africaine, Jean Ping. J'avais déjà présenté dans une tribune précédente, mentionnée plus haut, leurs stratégies respectives pour prétendre à l'éligibilité politique. Il faut simplement ajouter au propos de naguère, la divergence qui a pris l'allure d'un différend politique fondamental et qui les porte davantage à se contrarier, et même à se combattre publiquement, qu'à envisager réellement une action commune : il s'agit de la querelle, aux accents théologiques, relative au changement préalable du dispositif juridique et institutionnel avant les élections.

Tous ceux qui, au sein de l'opposition, posent cette revendication savent pourtant, d'une évidence à crever les yeux, que sa satisfaction est impossible en l'état actuel du droit et du rapport de force politique ; sauf à escompter, à la Godot, l'avènement du grand soir tant attendu. Dans la langue révolutionnaire aujourd'hui en vogue dans ces milieux (presse, réseaux sociaux, meetings, etc.), c'est la fameuse stratégie du DTE (Destitution, Transition et Election).

J'ai cherché en vain une explication tant soit peu crédible à cette stratégie (DTE), mais je ne l'ai trouvée que dans ce qu'il convient d'appeler la distraction politique, devenue, chez nombre d'opposants, le principal mode d'expression de la défiance politique.

Même chez ceux qui, comme Jean Ping et Pierre Claver Maganga Moussavou, ont requis d'aller aux élections dans les délais constitutionnels, la distraction politique reste aussi

Carte : Configuration géographique de l'évolution du vote PDG (2008-2013)



d'actualité. A en juger par l'importance accordée aux discours qui confortent plutôt les minorités bavardes et actives dans leur opposition radicale, et pour certains hystériques, contre le régime.

Mais je doute fort que ce type de discours suscite une adhésion enthousiaste de Makaya. Son naturel le porte à se méfier des logiques de la démesure, à se tenir généralement à distance du grossier ; estimant, à juste titre, que ceux-ci tranchent avec «*l'esprit fin*» tout logiquement prêté aux gouvernants et à ceux qui l'ont été et/ou aspirent à le redevenir. Qu'a-t-il à espérer, par exemple, de ceux qui, comme Jean François Ntoutoume Emame, promettent la potence, en cas d'alternance, aux acteurs au pouvoir et à leurs soutiens dans la population, autrement dit une véritable épuration politique ?

L'indifférence (Pour moi quoi, Makaya), c'est incontestablement le sort que l'homme invisible entend réserver électoralement à ceux qui ont fait de la question délétère des origines supposées étrangères d'Ali Bongo Ondimba, véritable anathème nauséux, le point matriciel de leur discours politique ; ce d'autant plus que les plus hystériques dans la manœuvre ont vu leurs espoirs se noyer judiciairement et politiquement dans l'estuaire de la Loire, à la fin de l'année dernière.

Qu'ils s'y accrochent encore aujourd'hui est le signe que «*c'est là, comme dirait Deleuze, que s'opère le sabbat de la bêtise et de la méchanceté*» politique. Pour le dire dans la langue du philosophe «*La bêtise et la superstition ont ceci en commun qu'elles sont sans remède : ni la connaissance du vrai ni la correction du faux ne nous en guérit*» (Roland Breuer, *Autour de la bêtise*, Paris, Classiques Garnier, 2015, p.104).

Pour moi quoi, Makaya. Il en sera de même pour le procès en sorcellerie instruit contre le bilan d'un régime presque cinquantenaire. Non que ce bilan soit exempt de tout reproche – et comment le serait-il d'ailleurs ! – mais Makaya, homme invisible, n'est pas frappé d'amnésie sur la lourde responsabilité des uns et des autres dans l'état des choses décrié.

Mieux, il s'impatiente de découvrir enfin l'offre politique alternative au Plan Stratégique Gabon Emergent (PSGE) ; faute de quoi, il ira aux urnes avec le sentiment désabusé que les prétendants au trône se donnent eux-mêmes à voir en véritables figures de l'imposture, et contre lesquels il préférera, le jour venu, laisser parler son cœur et/ou sa raison.

II – Le cœur et la raison disent Ali Bongo Ondimba

Le choix fait par la plupart des adversaires d'Ali Bongo Ondimba d'axer exclusivement sur ces thématiques pour le moins controversées leurs stratégies respectives de conquête du pouvoir et la communication politique y relative, obéit à un calcul simple : la conviction que, lors de la prochaine élection présidentielle, «*la protestation, le soupçon et la détestation*» constitueront les facteurs les plus prédictifs d'un vote massif des Gabonais contre les acteurs au pouvoir. C'est ignorer que, en face, il y a non seulement un bilan économique et social du septennat globalement positif, porté par une personnalité d'expérience, mais surtout fortement soutenu par un appareil partisan, le Parti démocratique gabonais (PDG), dont les ressorts de la mobilisation, particulièrement dans l'arrière-pays, n'ont guère été ébranlés malgré les défections enregistrées ces derniers temps.

Les plus sérieux des analystes politiques, ceux dont les propos tirent leur autorité moins de leur appréciation personnelle de la situation que de l'examen objectif des faits, vous le diront mieux que moi, avec une précision chirurgicale :

c'est dans cet arrière-pays, préservé du vacarme des minorités bavardes et politiquement très actives, que se joue souvent l'issue de la compétition. La participation électorale y est généralement massive et le vote très souvent favorable au PDG. Mieux que le pressentiment d'hier, j'en ai eu la certitude récemment, à la faveur d'une enquête scientifique réalisée sur l'évolution du vote PDG (2008-2013) et ses perspectives en 2016.

Cette enquête a consisté d'abord à collecter et compiler les données des résultats des quatre (4) derniers scrutins organisés dans notre pays (Locales 2008, Présidentielle 2009, Législatives 2011 et Locales 2013), puis à procéder à une analyse statistique minutieuse de ces données, en vue d'en dégager les tendances et tirer les enseignements en matière notamment de participation électorale, de mobilisation partisane, de configuration territoriale du vote et d'évaluation du potentiel électoral du PDG en 2016. Il en a résulté un nombre d'observations intéressantes. En voici succinctement l'économie

Sur la participation électorale. Contrairement aux affirmations péremptoires sur la désaffection électorale, qui se serait accentuée sous le mandat d'Ali Bongo Ondimba, la participation électorale est plutôt tendanciellement en hausse. Après le reflux constaté lors des Législatives de 2011 (254 936 votants), néanmoins situé au niveau des Locales de 2008 (257 459 votants), elle s'est considérablement améliorée à l'occasion des Locales de 2013 (61,23%), avec un nombre de votants (354 160) proche de celui de la dernière élection présidentielle (356 044). Il reste néanmoins le constat de disparités territoriales et sociodémographiques dans cette participation : très forte en milieu rural, plus ou moins élevée dans les petites villes (Chefs-lieux de Départements) et villes moyennes (Chefs-lieux de Provinces), mais relativement faible dans les grandes agglomérations (Libreville et Port-Gentil). L'écart différentiel enregistré est souvent de l'ordre de 10 points et parvient dans certains cas à atteindre entre 20 et 30 points.

Sur la mobilisation électorale partisane. Elle est globalement favorable au PDG, avec un vote qui épouse tendanciellement les disparités territoriales et sociodémographiques de la participation électorale, c'est-à-dire très favorable là où vote majoritairement Makaya, homme invisible dans les marches et autres manifestations rituelles de protestation, même lorsqu'il habite d'ordinaire ailleurs. Autrement dit, un vote souvent très favorable au PDG en milieu rural, favorable dans les petites villes (Chef-lieu de Département) et villes moyennes (Chefs-lieux de Provinces), et traditionnellement défavorable dans les grands centres urbains (Libreville et Port-Gentil), où la mobilisation électorale des partis de l'opposition est plus visible, ainsi que celle des alliés du PDG.

Sur la configuration géographique du vote. L'évolution de la carte électorale donne à constater aujourd'hui l'existence de trois (3) pôles géographiques électoraux pour le PDG : 1. L'Est, englobant les provinces du Haut-Ogooué, de l'Ogooué-Lolo et de l'Ogooué-Ivindo, constitue un pôle de stabilité électorale marqué par un vote généralement très favorable ; 2. L'axe Centre-Sud, englobant les provinces du Moyen-Ogooué, de la Ngounié et de la Nyanga, où le vote favorable au PDG est devenu depuis les deux derniers scrutins (Législatives 2011 et Locales 2013) une tendance lourde, en contraste avec la période précédente ; et 3. L'axe Ouest-Nord, englobant les provinces de l'Ogooué-Maritime, de l'Estuaire et du Woleu-Ntem, caractérisé par une instabilité des résultats électoraux du PDG, oscillant entre le vote plus ou moins favorable et défavorable, au gré des scrutins.

Sur l'évaluation statistique du potentiel électoral du PDG en 2016. La compilation et l'analyse des données électorales de chaque province montre que la tendance générale du vote en faveur du PDG est en hausse constante depuis la Présidentielle de 2009 (141 665, soit 41,81%), même si l'on a observé un certain reflux dans quatre cas lors des Locales de 2013 : Estuaire, Haut-Ogooué, Ogooué-Lolo et Woleu-Ntem. La tendance générale observée peut s'amplifier en 2016, si la dynamique électorale de 2013 se poursuit sur le terrain ; élections locales au cours desquelles les listes PDG avaient recueilli 173 883 voix, soit 53,46% des suffrages.

En conclusion, pour espérer gagner une élection à un tour dans ce contexte, tout en conjurant le sort de la division de la nation, il importe aux candidats éligibles non seulement de disposer d'un fief électoral significatif – la dimension communautaire des préférences aidant – ainsi que d'une véritable assise dans la province de l'Estuaire, démographiquement stratégique (environ 40% de l'électorat), et représentative de la diversité ethnique du pays, mais aussi bénéficier d'une présence électorale réelle dans le reste du pays.

Qui parmi les nombreux adversaires d'Ali Bongo Ondimba à la prochaine élection présidentielle, peut sur son nom remplir autant de conditions politiques indispensables ? Il faut se rendre à l'évidence et donc admettre, comme naguère le fit le regretté Joseph Ndong Obiang en d'autres circonstances par ailleurs plus difficiles (1993), instruit en cela par une expérience des affaires publiques et une connaissance érudite de l'histoire politique de notre pays : «*le choix de raison, c'est Bongo !*». (Cf. «*Réflexion, responsabilité, choix de raison : les impératifs d'existence de notre démocratie*», L'Union du 26 octobre 1993, p.2).

* Maître-Assistant de Philosophie politique, Université Omar Bongo (UOB)